

Initiatives ministérielles

vid Milgaard n'avait pas pu commettre le meurtre. C'est une affirmation très importante.

Il y a quelques semaines à peine, nous avons appris que la GRC faisait enquête à la demande du ministère de la Justice et avait interrogé un suspect relativement à cette affaire. Les Canadiens se demandent ce qui se passe au juste dans notre système judiciaire.

Je m'intéresse à cette affaire parce que cela fait 15 ou 16 mois que l'avocat de M. Milgaard a demandé au ministère de la Justice de rouvrir le dossier et que la ministre n'a pas encore été saisie de la demande.

Le président suppléant (M. Paproski): Je crois que le temps de parole du député est écoulé.

Je lui signale qu'il s'est écarté du sujet du projet de loi portant pouvoir d'emprunt. Il peut soulever la question ailleurs, soit en comité, ou à d'autres moments, quand la ministre de la Justice sera à la Chambre; il pourrait alors peut-être obtenir l'information qu'il veut.

Je lui accorde une autre minute pour terminer son discours, et nous passerons au prochain orateur.

M. Harvard: Monsieur le Président, j'en parle seulement parce que, à mon avis, cela cadre bien avec la situation que j'ai décrite au début de mon intervention, à savoir qu'il y a un problème de confiance dans notre pays. Ce ne s'applique pas seulement à l'économie, mais permettez-moi de conclure en disant qu'il s'agit de la TPS.

Le gouvernement prétend que la TPS est bonne pour le Canada et pour l'économie. Elle nous fera du bien. Nous serons heureux de la payer. Si elle est si bonne pour nous et pour l'économie, pourquoi le gouvernement dépense-t-il ou prévoit-il 14 millions de dollars pour la publicité sur la TPS? C'est une jolie somme pour de la publicité!

Les Canadiens méritent mieux, ils veulent quelque chose de mieux. Ils veulent avoir un gouvernement qui prend les commandes. Ils veulent que le gouvernement intervienne dans bien des domaines où il faut agir. Ils veulent du leadership.

• (1620)

Le président suppléant (M. Paproski): Comme le député a pris plus que les vingt minutes auxquelles il avait droit, le député de Dartmouth vaudra bien être bref dans la formulation de sa question ou de son observation.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, j'ai écouté les excellentes observations de mon collègue. Comme il est ici question du projet de loi portant pouvoir d'emprunt, pourrait-il décrire plus en détail comment la piètre politique économique du gouvernement a suscité un mécontentement grandissant dans l'Ouest, surtout parmi les agriculteurs, qui estiment que cette politique économique ne réalise manifestement pas ce qu'un gouvernement fédéral devrait faire pour un secteur primaire comme le secteur agricole, et pourrait-il nous dire si la politique économique du gouvernement a élargi le fossé entre l'Ouest et le reste du pays?

M. Harvard: Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter mon collègue pour sa perspicacité. Sa question astucieuse rejoint l'une de mes préoccupations, qui fait l'objet de questions à la Chambre depuis des semaines.

Dans l'Ouest, le secteur agricole est toujours roi. L'Ouest vit au rythme de son secteur agricole. Les secteurs forestier, pétrolier, touristique et de la potasse sont importants, mais, à mon avis, le secteur agricole demeure le principal. Voyons seulement deux ou trois choses. À l'heure actuelle, l'agriculture vit une révolution. Elle traverse des temps incertains et difficiles. D'aucuns estiment qu'elle est au bord de la ruine et qu'elle commence déjà à s'effondrer.

Si le secteur agricole de l'Ouest a jamais eu besoin de la plus grande attention du gouvernement fédéral, c'est bien maintenant. Pas hier ni avant-hier, mais maintenant.

À part de belles paroles et de prétendues mesures de relations publiques, nous ne recevons du gouvernement fédéral que des coupures de toutes sortes dans des programmes de soutien. Comme j'ai déjà fait allusion à ces programmes, je ne les énumérerai pas ici.

Le financement de ces programmes de soutien a été réduit de quelque 400 millions de dollars. Agriculture Canada a fait remarquer que la réduction du revenu agricole prévue pour cette année va résulter des compressions imposées aux programmes de soutien agricole. Si je ne m'abuse, en fait, 57 p. 100 de la baisse du revenu agricole dépendra cette année de ces compressions. Je tenais à le signaler.

Je veux parler ensuite de l'aide agricole immédiate. Les agriculteurs sont en train de faire leurs semences. Voici que le gouvernement lance ce merveilleux programme d'aide au secteur agricole. Le ministre de l'Agriculture a dit que le gouvernement fédéral était disposé à fournir 500 millions de dollars si les gouvernements provinciaux en fournissaient autant. Autrement dit, si le